

Parti Révolutionnaire Communistes

99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

18 novembre 2018

Parti Révolutionnaire Communistes

8^{ème} congrès

16 et 17 novembre 2018

Rapport d'ouverture

Chers camarades,

Bienvenue aux délégués départementaux, vous qui avez déjà participé à la préparation de notre congrès. A ce moment important, nous allons débattre, faire de la politique pendant les deux jours de notre congrès pour répondre aux questions que se pose le peuple et la classe ouvrière.

Nous avons dans la salle du congrès des sympathisants qui s'intéressent à la perspective politique que nous proposons, souhaitons leur la bienvenue et que la participation à nos travaux renforce leurs convictions politiques.

Nous sommes prêts à les accueillir dans nos rangs pour développer, renforcer notre parti.

C'est une question fondamentale, nous avons décidé d'en faire l'essentiel de nos débats de congrès pour une raison simple : vivre avec le capital ou le combattre jusqu'à l'abattre, c'est le choix qui est proposé à toute la société française.

Il n'y en a pas d'autre. L'antagonisme entre capital et travail n'a jamais été aussi clairement établi. Vivre avec le capital, c'est le choix que l'ensemble des partis politiques ont fait, certes avec des différences parce qu'il faut qu'ils se démarquent des pouvoirs qui se succèdent pour les remplacer au rythme des élections sans changer de politique.

Vivre avec le capital, c'est renforcer toujours plus l'exploitation du travail avec toutes ses conséquences économiques et sociales, c'est livrer les richesses créées par le travail à une minorité qui possède le pouvoir économique et politique. C'est la situation que nous vivons depuis le développement du capitalisme jusqu'à aujourd'hui.

Nous avons fait le choix contraire. Il y a maintenant 16 ans que nous avons créés « Communistes » parce qu'il n'y avait plus de parti révolutionnaire en France. Et nous avons eu raison. Peut-on imaginer aujourd'hui, au moment où toute la société française est aux mains du capital, peut-on imaginer qu'il n'y ait pas de parti révolutionnaire ? Qu'en serait-il de la vie politique entièrement vouée à la domination capitaliste ?

Oui nous sommes le seul parti en France à proposer une perspective politique claire consistant à éliminer le capitalisme des affaires du pays, de lui prendre le pouvoir économique et politique qu'il détient aujourd'hui. Abattre le capital, le supprimer est notre but, personne d'autre que nous porte cet objectif. On ne peut être plus clair.

La totalité des richesses créées par le travail doit revenir au peuple,

gérée par le peuple et ses représentants dans le but unique de répondre aux besoins fondamentaux du peuple, au développement d'une société moderne, débarrassée du capital dont le seul but est le profit et non le développement humain. Pour cela, la maîtrise des moyens de production et des banques doit revenir au peuple sans compromis. Ceux qui proposent d'autres solutions veulent mener le peuple dans une impasse. Ils veulent surtout sauvegarder un système politique auquel ils ont fait allégeance. Voilà pour ce qui est de notre perspective politique, mais vous avez tous remarqué qu'elle n'est pas majoritairement partagée dans le pays !

Le réformisme, la social-démocratie au service du capital sont dominants malgré un mécontentement profond, une colère, des luttes multiples dans tous les secteurs, des sondages d'opinion hostile à la politique actuelle. On peut alors se poser la question : quels sont les obstacles à un engagement révolutionnaire des masses ?

Mieux connaître les obstacles, mieux les mesurer, c'est se donner les moyens de les franchir et d'avancer dans nos objectifs de développement et de renforcement.

Sans remonter trop loin dans le temps pour ne pas allonger le rapport, les grandes grèves de 1936, celle de 1968 ont été essentielles dans la conquête de grands acquis sociaux, elles ont fait reculer le capital mais ne l'ont jamais supprimé. Dans les années 70, la volonté de changement de politique profond a été dévoyée par la stratégie politique « d'union de la gauche » portée par la social-démocratie et l'opportunisme du Parti Communiste Français.

Nous en connaissons le résultat aujourd'hui : affaiblissement des forces révolutionnaires accentuées par la défaite de l'URSS avec toutes ses conséquences et notamment la quasi-disparition des partis révolutionnaires en Europe et dans le monde. Cette situation est en train de changer lentement, des partis anti capitaliste se reconstruisent car la lutte des classes est internationale.

En France, cette stratégie d'« union de la gauche » a abouti à une politique de gestion du capital, jamais remis en cause, critiqué mais jamais défini comme obstacle unique au développement humain. Cette stratégie est toujours en cours. Le Parti Communiste Français veut rassembler toute la gauche, du PS aux Verts, de la France Insoumise à la LCR, aux acteurs de la « société civile », bref un fourre-tout qui n'exprime jamais de perspective politique claire puisque le capitalisme n'est pas sa cible.

Mélenchon veut fédérer les mécontents, son programme politique est un modèle de gestion du capitalisme : partage des richesses, 6ème république, réchauffement climatique, écologie, environnement etc. mais sur le capitalisme... silence ? Il n'est d'ailleurs pas hostile à un rapprochement avec le Parti Socialiste dont il a été un dirigeant de premier plan, ministre de l'éducation nationale du gouvernement Jospin qu'il considère encore aujourd'hui comme un grand dirigeant au même titre que Mitterrand qu'il garde comme modèle, c'est tout dire...

Le peuple n'a rien à attendre de ce côté-là ni du côté de la droite qui muscle son discours contre la politique actuelle qu'elle trouve trop hésitante, qui ne s'attaque pas aux vrais problèmes : « charges » des entreprises, autrement dit aller plus loin encore dans les exonérations de cotisations sociales, réduire la fiscalité des entreprises, combattre l'immigration, on peut remarquer que c'est exactement ce que fait le gouvernement Macron en ce moment.

Elle est pour la suppression des statuts des fonctionnaires, l'allongement de la durée du travail, la retraite par capitalisation, le blocage des salaires et pensions, on ne voit pas la différence avec la politique actuelle si ce n'est son aggravation. On ne voit plus aujourd'hui ce qui sépare les programmes politiques de la droite et de l'extrême droite, ils parlent le même langage, s'accordent sur l'essentiel pour servir le capital.

Macron a été élu dans les conditions que l'on connaît pour poursuivre et accélérer la politique dictée par les multinationales. Il ne s'en cache pas, il le répète à chaque occasion : « pas question de ralentir le rythme des réformes » et il ajoute « que les Français attendent ». Faire croire que les Français attendent des réformes consistant à supprimer les droits sociaux, à bloquer les salaires et pensions, à attaquer la retraite par répartition, à fermer des écoles, des hôpitaux, à détruire les services publics, les fonctions publiques, à soumettre l'éducation nationale, les collectivités territoriales aux lois du capital, faire croire que les Français attendent cela est une vaste entreprise de manipulation. Ce n'est d'ailleurs pas ce qu'indiquent les différents sondages d'opinion, mais pour

Macron, ce n'est pas le problème « je ne suis pas là pour durer mais pour faire » déclare-t-il en bon exécutant. Et ce ne sont pas les forces politiques actuelles qui vont freiner Macron, elles sont toutes engagées dans la recherche d'une prochaine relève, d'une prochaine équipe pour poursuivre la politique actuelle. Les grenouillages politiques actuels n'ont qu'un seul but : construire une offre politique pour succéder à Macron sans rien changer. Les élections européennes et municipales à venir sont leur seule préoccupation. On le voit bien, tous les partis politiques actuels ne répondent en rien au changement de société nécessaire pour résoudre les problèmes actuels, satisfaire les besoins sociaux. C'est vrai d'un point de vue politique, mais qu'en est-il des forces sociales ?

Les travailleurs, la classe ouvrière cherche des réponses aux questions : comment s'en sortir ? Est-ce possible ? Comment faire ?

L'affaiblissement des forces révolutionnaires en France a conduit à l'affaiblissement du syndicalisme de classe indispensable pour faire reculer le capital, l'affronter et résoudre les revendications.

Les luttes sont nombreuses en France, les travailleurs ne se laissent pas faire, les succès obtenus par les luttes sont nombreux mais les objectifs du capital restent les mêmes. Le syndicalisme français n'est plus orienté vers des conquêtes sociales, mais sur la défense de l'existant.

Les centrales syndicales sont toutes engagées dans le « dialogue social » avec le patronat et le pouvoir. Cette orientation politique conduit à des reculs sociaux sans précédent : casse du code du travail, des droits syndicaux, des statuts des entreprises publiques et de la fonction publique, négociations au rabais d'accords nationaux interprofessionnels, négociations d'accords d'entreprise multiples avec chantage à l'emploi, remise en cause des droits à la retraite, des pensions... Certes les centrales syndicales ne sont pas responsables de tout, mais il ne peut y avoir de « dialogue » avec le patronat et le pouvoir en l'absence de rapports de force suffisants pour répondre aux revendications. Cette stratégie de « dialogue social » est sous-tendue par un « syndicalisme rassemblé » revendiqué par la CGT ce qui a pour effet de freiner les luttes interprofessionnelles nécessaires pour combattre la politique patronale.

La lutte des travailleurs avec leurs syndicats d'entreprises, le mécontentement et la colère poussent les confédérations à décider d'initiatives nationales ponctuelles qui restent sans lendemain, sans cohérence, sans objectif revendicatif clair. La bataille pour augmenter les salaires, les pensions, le pouvoir d'achat est inexistante si ce n'est dans les entreprises, alors qu'il faudrait engager une lutte nationale sur ces questions. La perte de pouvoir d'achat pour les retraités s'élève de 350 à 700 euros par an. Cette perte de pouvoir d'achat est également ressentie chez tous les travailleurs, l'augmentation du coût de la vie, de l'énergie, des transports, des loyers, des frais hospitaliers, a un impact très important sur les moyens qu'il reste pour vivre.

Depuis le 9 et 18 octobre dernier où des centaines de milliers de travailleurs et de retraités ont manifesté et fait grève, plus rien ne se passe... laissant les mains libres au pouvoir politique qui poursuit ses réformes sans obstacle.

Les enseignants viennent d'exprimer leur colère face aux suppressions d'emplois dans l'éducation nationale mais personne ne soulève les enjeux politiques que recouvre la « réforme » de l'éducation nationale. La sélection des « meilleurs » du primaire au collège, de l'université aux études supérieures, l'autonomie des établissements d'enseignement visent à éduquer la jeunesse à l'économie capitaliste.

Jean Peyrelevade, ancien directeur de cabinet de Pierre Mauroy du premier gouvernement « d'union de la gauche » en 81, directeur du Crédit Lyonnais, grand serviteur du capital regrette dans le journal « les Échos » que l'économie soit mal enseignée et il précise que : « elle doit être enseignée à partir de la réalité » (capitaliste bien sûr) et il va plus loin en disant : « Il est temps d'expliquer aux élèves ce qu'est une entreprise, comment elle vit, se développe ». Le profit capitaliste est ignoré. L'objectif est clair, former, éduquer dès le plus jeune âge et tout au long de la vie les élèves à l'économie, à la société capitaliste.

La formation professionnelle, l'apprentissage sont soumis aux mêmes critères. Il s'agit ici de l'éducation nationale parce que les enseignants, les parents d'élèves sont confrontés aux fermetures de classes, aux

suppressions de postes, aux conditions de travail dégradées. Nous savons que la résolution de ces problèmes passe par un changement radical de politique d'éducation, mais qui le dit ?

On peut reprendre tous les secteurs qui sont attaqués les uns après les autres par les « réformes ». Aucune réflexion politique, c'est la gestion du moment, aucun lien n'est fait sur la cohérence de la politique globale du gouvernement avec les difficultés rencontrées dans les professions. Cette politique syndicale qui consiste à « saucissonner » les difficultés, à les traiter séparément, ne favorise pas la convergence des luttes, leur ancrage dans l'entreprise, leur généralisation nécessaire face à la destruction systématique des acquis sociaux.

Il suffit de faire le bilan du « dialogue social » que les centrales syndicales revendiquent pour en tirer la conclusion concrète que les droits sociaux, les conquêtes sociales obtenues par les luttes disparaissent. On ne peut pas tirer d'autres constats.

Et pourtant, les centrales syndicales persistent dans cette stratégie, elles viennent d'écrire au Medef pour demander un « renforcement du dialogue social garantissant les intérêts des entreprises comme ceux des salariés ». Il n'y a pas de meilleure illustration, de meilleure démonstration de l'association capital-travail, les intérêts des uns et des autres seraient préservés grâce au « dialogue social ». Sauf qu'il faut bien se rendre à l'évidence, l'antagonisme entre capital et travail n'a jamais été aussi clairement ressenti. Les plans d'austérité se suivent et sont de plus en plus violents, le chômage, la précarité, la pauvreté se développe au rythme des réformes, où est donc l'intérêt préservé des travailleurs ? 5 millions de personnes en France vivent avec moins de 855 d'euros, 9 millions avec moins de 1026 € qui est le seuil de pauvreté. 14,4% de la population est pauvre.

Les profits considérables réalisés par les entreprises,

la distribution de dividendes, l'explosion des fortunes des grands patrons voilà les intérêts du capital préservés. « Dialogue social », « partage des richesses » sont des leurres, des pièges tendus à la classe ouvrière et au peuple. Les bénéfices nets des entreprises du CAC 40 vont atteindre voire dépasser 100 milliards d'euros cette année. Les multinationales du pétrole et du gaz (c'est d'actualité) ont la plus forte croissance de leurs bénéfices : plus 22,6 % au premier semestre 2018 contre 10,8 % au premier semestre 2017. « Total » par exemple a réalisé un bénéfice de 17,4 milliards soit plus 26 %.

« La France enregistre la deuxième progression du nombre de millionnaires entre mi-2017 et mi- 2018, après les États-Unis ». Selon une étude du crédit Suisse. Les richesses créées par le travail en France s'élèvent aujourd'hui à 2584 milliards d'euros, 191 milliards de plus qu'en 2017 (plus 7 %) cela représente une richesse de 42 500 € par habitant, 93000 par salarié. Toutes ces richesses sont détournées, accaparées par le capital.

Oui, les intérêts des entreprises sont préservés, tellement préservés que les chiffres explosent. Le syndicalisme doit-il se préoccuper des intérêts du capital ou organiser la lutte pour satisfaire les revendications ? Poser la question c'est y répondre.

Des travailleurs, des syndicats d'entreprise, des structures locales commencent à exprimer leur mécontentement vis-à-vis de cette stratégie syndicale d'accompagnement qui n'amène que des reculs.

Les salaires, les pensions baissent, le pouvoir d'achat régresse. Ce vide laissé par les centrales syndicales aboutit à l'organisation de mouvements comme celui d'aujourd'hui (gilets jaunes) initié par la droite, l'extrême droite et les patrons pour détourner l'attention, éviter le débat sur les vraies causes des difficultés de vie qui s'aggravent sans cesse. Cet immobilisme syndical au moment du 50^e anniversaire des grandes luttes de 1968 réjouit les patrons et le gouvernement dont le champ d'action est libéré des luttes.

Nous le répétons souvent parce que nous le constatons partout, le mécontentement est profond. Le rejet de la politique actuelle atteint tous les partis, quels qu'ils soient, et peut aboutir à des impasses multiples. Le rassemblement national est en réserve du capital son influence dans l'opinion ne baisse pas, tous les autres partis sont en difficulté : le Parti Communiste qui tient son congrès ce mois-ci est confronté à des affrontements internes qui ne datent pas d'hier, mais qui viennent d'aboutir à un désaveu de sa direction nationale.

Le Parti Socialiste a disparu du paysage politique, réduit à sa plus simple expression.

Mélenchon et les Insoumis montrent leur vrai visage, on ne touche pas au capital, on l'aménage.

Quelle perspective politique pour tous les mécontents ?

Pour toutes celles et ceux qui se battent, qui ne se laissent pas faire et refusent la politique actuelle ?

Comment faire alors que « les politiques c'est tous les mêmes » disent-ils, les syndicats c'est pareil « ils ne pensent qu'à eux »! L'image donnée par la propagande capitaliste des centrales syndicales n'encourage pas à l'engagement, ce serait surprenant. La bataille interne de Force Ouvrière après celle de la CGT est orchestrée pour dénigrer le syndicalisme, pour trouver de nouvelles formes de « partenariat social » encore plus malléable. La CFDT joue ce rôle depuis des dizaines d'années, elle accompagne et défend toutes les revendications patronales, ce n'est pas pour rien que la centrale est épargnée de toute campagne médiatique, sauf pour l'encenser.

Mais le rêve patronal et d'avoir des relais dociles partout, en dehors des organisations syndicales revendicatives, les patrons mettent en avant la faiblesse des syndicats pour mieux demander la présence « d'interlocuteurs responsables » pour faire passer leur politique. Ils sont tous d'accord pour ouvrir les élections professionnelles à des organisations hors syndicats.

Comme on le voit, la bataille est rude, elle est soutenue par tout un appareil de propagande capitaliste entièrement vouée au capital. Presse écrite et parlée, télévisions, tout est maîtrisé par le pouvoir et le patronat. 95% de la presse est aux mains des multinationales et du pouvoir. Les chaînes de télévision dites « publiques » sont dirigées par les grands serviteurs du pouvoir, l'information est devenue une histoire « d'experts », de spécialistes incontestables qui expliquent à longueur d'émission les bienfaits du système, la semaine de commémoration de la première guerre mondiale appelée « itinérance mémorielle », le ridicule ne tue pas, en est une expression frappante.

La presse écrite est vendue à des groupes bancaires ou industriels puissants sous divers prétextes. Les lignes éditoriales sont les mêmes dans tous les journaux, pas de société possible en dehors du capital, les campagnes anticommunistes n'ont jamais cessé. À chaque occasion, reportages, documentaires, commémorations, l'anticommunisme apparaît transgressant l'histoire à souhait. Le socialisme n'est pas la tasse de thé des médias, cela se saurait, et pour le confirmer, il suffit de lire les déclarations de Daniel Kréinski, un milliardaire tchèque qui a fait sa fortune dans l'énergie et qui vient de racheter le quotidien « Le Monde » après « Marianne ». Ce personnage déclare en garantissant au passage « l'indépendance des journalistes » : « je considère que la presse est essentielle pour la préservation des valeurs traditionnelles de la démocratie libérale ». Ce monsieur s'est fendu d'une attaque en règle contre la presse du temps de l'Union Soviétique. Que les journalistes soient rassurés vis-à-vis de leur indépendance... Ceci est un exemple, mais c'est tout l'appareil médiatique qui se trouve aujourd'hui muselé, dominé par les grands groupes capitalistes.

L'initiative des « gilets jaunes » d'aujourd'hui a fait l'objet de 15 jours d'annonce, de reportages multiples sur la préparation. Les dernières initiatives syndicales du 9 et 18 octobre ont été annoncées la veille. Celle des enseignants le dimanche pour le lendemain.

Une propagande au service du capital qui année après année à banalisé le recours aux associations pour justifier le désengagement de l'État. Les personnes qui ne peuvent plus se nourrir, faute de moyens et dont le nombre ne cesse de croître, chômeurs ou travailleurs pauvres font l'objet de campagnes régulières pour inciter à la « solidarité », idem pour les sans-domicile, la recherche scientifique... les associations « bienfaitrices » sont devenues les pendants du pouvoir politique, exonéré de toute responsabilité.

Cette banalisation consternante de la vie publique vise à responsabiliser l'individu dans la société capitaliste, la faim, la pauvreté, l'absence de logement, le logement insalubre, la précarité, tout cela serait une fatalité dans un monde de compétition que l'on ne peut pas changer. Tous les jours la propagande capitaliste distille ses explications sur tous les sujets, vie courante, vie à l'entreprise, tout y passe : les privilèges des fonctionnaires, le temps de travail, le salaire au mérite, l'actionariat salarié... Les « spécialistes », les économistes en tous genres expliquent les bienfaits et la nécessité des « réformes en cours ou à venir.

L'individu coupable de sa propre situation, trop protégé, trop assisté, trop soigné, trop fainéant, trop payé, trop souvent malade, trop de tout, ce qui met la France en difficulté dans ce monde où la compétition domine... ajoutons à cela les tentatives d'opposition, de division de la classe ouvrière : jeunes-retraités, actifs-retraités, secteur public-secteur privé, l'éternelle opposition entre Français-immigrés et vous avez toute la panoplie du travail de propagande intense au service du capital.

Voilà à quoi nous sommes confrontés :

- Des partis politiques aux ordres ou complaisants,
- Un syndicalisme de classe très affaibli,
- Une propagande dirigée par le capital et le pouvoir.

Dire que renforcer notre parti, et étendre son influence serait facile dans ces conditions, serait nier la réalité.

Être révolutionnaire n'est pas un gène dont serait dotés quelques « bien heureux », ce n'est pas inné, on le devient.

Dans cette société dominée totalement par les forces du capital, il faut beaucoup de conviction, beaucoup de débats, faire beaucoup de politique pour être écouté, puis entendu, puis sympathisant, puis acteur et militant.

Le choix que nous avons fait, c'est démontrer qu'une autre société est à construire, que le capitalisme n'est pas fatal, que c'est un modèle économique fondé sur l'exploitation du travail de la masse des hommes au profit d'une minorité de possédants. Qu'il a déjà été battu par la révolution soviétique.

En expliquer tous les aspects, toutes les conséquences, démontrer que des moyens extraordinaires existent pour changer fondamentalement de politique.

Les richesses créées doivent revenir en totalité à celles et ceux qui ont travaillé pour les obtenir. Pour cela, il faut éliminer ceux qui les volent, les détournent. Les propriétaires des moyens de production et d'échange doivent être les travailleurs et leurs représentants, les richesses gérées et utilisées pour répondre aux besoins sociaux, au développement humain. Éradiquer le profit capitaliste abattre ce système qui ne peut répondre aux besoins humains parce qu'il n'a pas été créé pour cela. Alors bien sûr, la tâche est difficile, mais si nous sommes absents de ce combat, personne ne le mènera à notre place nous l'avons vu, c'est ce qui nous donne une grande responsabilité.

La tâche est difficile mais combien enrichissante. Rappelons-nous l'accueil qui nous était réservé après notre création, surtout de la part des pseudos révolutionnaires qui ont jeté le bébé avec l'eau du bain lors de la chute de l'URSS.

Cette situation n'a-t-elle pas changé ? Aujourd'hui nous sommes écoutés, mieux entendus, le cercle de nos sympathisants s'est élargi, nous faisons des adhésions, nous participons aux élections, nous distribuons des dizaines de milliers de tracts, nous sommes présents et soutenons toutes les luttes, nous nous exprimons toutes les semaines sur l'actualité sociale et politique, nous avons un hebdomadaire tous les vendredis distribué à des milliers d'exemplaires, un journal trimestriel, des tracts réguliers sur l'actualité, un site qui fonctionne et qui va évoluer. Bref nous avons des outils au service du renforcement, pour aller au contact des masses et nous savons bien que c'est l'activité militante qui nous renforce. Mobiliser toutes nos forces militantes et donc essentiel pour développer nos idées, renforcer notre parti.

Faire de la politique au plus près des réalités, être en capacité de répondre à toutes les questions sans se noyer dans les détails, est de première importance.

Nous avons un gros effort à faire dans l'éducation politique en direction de celles et ceux qui s'interrogent sur la perspective politique nous portons. Les questions sont rituelles, comment faire ? Avec quels moyens ? Quelle société ?

Montrons nous disponibles pour répondre à ces questions, déjouons les pièges tendus à ceux qui cherchent une solution.

Répétons sans cesse que la lutte politique permanente, la lutte des classes permanentes, les luttes sociales permanentes, sont un seul et même moyen pour parvenir à libérer la société du capitalisme, à s'en débarrasser, à l'empêcher d'intervenir dans les affaires du pays.

Démontrons que des moyens considérables existent mais sont détournés alors qu'ils pourraient être utilisés à développer une société moderne au service du peuple, gérée par le peuple.

Démontrons que l'on peut développer une industrie répondant aux besoins matériels, scientifiques, techniques et technologiques dans tous les secteurs alors qu'aujourd'hui le démantèlement se poursuit, les fermetures d'usines continuent, les délocalisations, les suppressions d'emplois également au nom de la rentabilité, de la compétitivité pour plus de profits.

En une seule semaine, Nestlé annonce 200 suppressions de postes, Peugeot-Citroën ferme l'usine de Saint-Ouen, cela concerne 350 salariés, Ariane Espace veut supprimer 2300 postes, Peugeot scooter 90, des menaces sérieuses pèsent sur Alstom Belfort, la fermeture d'Ascoval est prévue, restructurations dans la grande distribution, des milliers d'emplois sont menacés. Tout cela en quelques jours au nom du profit.

Le gouvernement se précipite pour accompagner ces mesures en bon exécutant des ordres du patronat et toujours en injectant des fonds publics. Les français financent les mesures prises par les patrons à la place des patrons. Expliquons cela très simplement. Expliquons comment faire autrement en utilisant ces exemples mais avec une vue globale de la société qui doit être avant tout débarrassée de la mainmise du capital, montrer que la lutte est avant tout politique est que la société ne pourra changer qu'à la condition que les moyens de production et d'échange deviennent la propriété du peuple.

Oui nous avons beaucoup à expliquer, à démontrer, à éclairer sur la responsabilité politique unique du capital et les conséquences qu'elle engendre.

La situation nationale et liée étroitement à l'état du monde aujourd'hui.

La révolution russe en 1917 a vaincu le capitalisme pour la première fois. La construction de l'Union soviétique qui s'en est suivie a permis aux peuples d'URSS de sortir d'une situation moyenâgeuse avec des progrès réalisés considérables dans tous les domaines. Cette situation révolutionnaire nouvelle a permis des évolutions au cours des années, des modifications des rapports de force internationaux notamment avec la libération de peuples soumis à la domination du capital.

La première guerre mondiale dont le but était le partage du monde entre grandes puissances capitalistes a marqué le point de départ d'affrontements multiples contre l'Union soviétique qui faisait la démonstration que le capitalisme pouvait être vaincu, son système d'exploitation du travail mis à mal, le développement du profit capitaliste était contesté, l'URSS est devenue dès le lendemain de la révolution l'ennemi de classe à abattre.

Les mouvements populaires se sont développés partout, en France les grandes grèves de 1936 ont fait reculer le capital, des acquis sociaux considérables ont été obtenus. Le capitalisme était en danger, il a utilisé ce qu'il a de plus violents contre les peuples pour éteindre leur volonté de changement de politique. Pour le capital, agresser l'URSS était une évidence, une nécessité absolue pour mettre fin à la révolution socialiste qui montrait le chemin à suivre pour les peuples du monde.

La victoire de l'URSS sur l'armée fasciste allemande n'était pas prévue par les grandes puissances qui ont laissé faire avant de réagir lorsque l'armée rouge a repoussé l'agresseur. Le monde allait de nouveau être partagé entre deux blocs, l'un socialiste, l'autre capitaliste et les affrontements ont été continus entre ces deux blocs, ils ont abouti à la défaite de l'URSS en 1989.

Ces événements rappelés très brièvement ont eu des conséquences terribles pour les peuples, des dizaines de millions de morts (25 millions pour la seule URSS), des pays dévastés, mais la victoire de l'URSS allait maintenir l'espoir d'une société nouvelle. En France, les grands acquis de la classe ouvrière de 1936 ont débouché sur des droits nouveaux dont nous bénéficions encore aujourd'hui. Le soutien de l'URSS aux mouvements de libération allait mettre fin aux empires coloniaux tels qu'ils existaient. Ils perdurent aujourd'hui et se reconstituent

depuis que l'URSS a disparu. Cette politique internationale a des conséquences directes sur les situations nationales.

Après la chute de l'URSS,

le mouvement révolutionnaire s'est considérablement affaibli. Les partis qui se réclamaient de la révolution se sont sabordés, c'était à celui qui se montrait le plus violent contre la politique des dirigeants soviétiques. L'Europe du capital s'est organisée, le développement capitaliste est devenu mondial. Depuis, les plans d'austérité se succèdent partout, les acquis sociaux sont détruits. 113 millions de personnes sont menacées de pauvreté et d'exclusion soit 25% de la population européenne selon l'Institut Eurostat. 120 guerres et conflits armés ont lieu aujourd'hui et touchent tous les continents, toujours motivés par la recherche de richesses nouvelles, pour de nouveaux profits. La concurrence entre multinationales dans cette course aux profits nouveaux entraîne des guerres et conflits divers. Les multinationales dirigent le monde mais se concurrencent entre elles. Les grandes puissances s'affrontent pour défendre les intérêts de leurs multinationales respectives. Les richesses créées par le travail dans le monde s'élèvent à 278 000 milliards de dollars, l'augmentation est de 12 300 milliards en un an soit 4,6 % (selon la banque UBS. Suisse), La fortune des 2158 milliardaires de la planète a augmenté de 17 % en 2017. Selon le Crédit Suisse, les richesses créées dans le monde devraient progresser de 26 % au cours des cinq prochaines années pour atteindre 399 000 milliards de dollars. On comprend mieux pourquoi les impérialismes s'affrontent, d'autant que des richesses considérables sont encore inexploitées notamment en Afrique qui fait l'objet de convoitises multiples notamment de la France et de la Chine qui font de ce continent une source de profits nouveaux très importants. Le continent africain va doubler de populations d'ici 2050, une population exploitable sans retenue. Ce n'est pas pour combattre le terrorisme que la France a déployé plus de 10 000 soldats en Afrique, mais pour installer des dirigeants à sa botte dans des pays comme le Sahel, la Centrafrique, le Mali qui regorge de matières premières source de profits nouveaux pour les multinationales déjà en place et à venir.

En France, le budget des armées a augmenté de 5 % en 2018, c'est 1,7 milliards de plus qu'en 2017, les opérations extérieures de l'armée française coûtent 1,37 milliards, 450 emplois supplémentaires vont être créés alors que des milliers d'emplois dans l'éducation nationale vont être supprimés pour ne prendre que ce que cet exemple.

Ces guerres et conflits multiples ont des conséquences partout, 65 millions de personnes ont fui leur pays pour sauver leur vie, le flux de réfugiés est constant, ils sont aujourd'hui rejetés par ceux-là mêmes qui bombardent leur pays ou alors ils sont exploités car ils sont une main-d'œuvre malléable et pas chère. Dans le monde, 124 millions de personnes souffrent de faim dans 51 pays différents, 151 millions d'enfants sont affectés par un arrêt de leur croissance et 51 millions souffrent de dépérissement (Le Figaro). 46% de la population mondiale vit avec moins de 5,5 dollars par jour (Banque mondiale).

Partout les budgets militaires explosent, la création d'une armée européenne est en route revendiquée par la France et l'Allemagne.

Chacun a pu constater la manipulation politique orchestrée par le gouvernement et relayée par la propagande capitaliste visant à faire croire que le capitalisme c'est la paix ! Le « forum pour la paix » organisé par Macron a réuni 70 chefs d'états, tous engagés dans des actions militaires, c'est d'ailleurs à cette occasion que Macron et Merkel ont annoncé la création d'une armée européenne. Forum pour la paix ? Macron, en difficulté sur sa politique, vient de s'adresser aux Français à bord du porte-avions Charles-de-Gaulle au milieu d'avions de chasse, la ficelle est grosse, pour faire la paix montre des armes.

On a pu noter la présence du premier ministre israélien Netanyahu, grand homme de paix s'il en est, qui assassine tous les jours le peuple palestinien qui lutte pour une Palestine libre et indépendante. Le gouvernement israélien aux ordres des États-Unis pratique une politique visant à coloniser, s'appropriier l'ensemble de ce qu'il reste du territoire palestinien. On l'a vu, cette politique est soutenue par l'Europe, la France en particulier qui ne s'est jamais prononcée pour la création d'un État palestinien. Toute cette politique israélienne piétine le droit international depuis la création d'Israël. Ce même droit international mis en avant et servant de prétexte à diverses

interventions armées. Trump, présenté comme un « débile profond » cherche à dominer l'impérialisme mondial, il était absent ainsi que le président chinois à ce fameux « forum pour la paix » qui dans les faits prépare la guerre et de nouveaux conflits. L'augmentation du budget de l'OTAN a fait l'objet de discussions et la France en a accepté le principe se pliant ainsi aux exigences des États-Unis.

A qui fera-t-on croire que pour faire la paix, il faut augmenter les budgets militaires ? Le budget de l'OTAN bras guerrier du capital ?

Nous avons une autre conception de la politique internationale, tous les pays doivent pouvoir choisir librement et en toute indépendance leur voie dans le respect et la souveraineté des autres pays. La coopération entre pays pour l'émancipation des peuples doit être la règle, la domination capitaliste exclue. Comme en France, les mouvements révolutionnaires se sont fortement affaiblis, mais des partis se réclamant de la lutte de classe se reconstituent, des luttes ont lieu partout dans le monde, en Chine, en Afrique, en Europe, en Inde, en Amérique, la classe ouvrière résiste aux coups portés par les multinationales et les pouvoirs politiques à leur solde. Nous apportons tout notre soutien à ces peuples en lutte pour leurs revendications, nous soutenons partout les mouvements révolutionnaires qui se constituent, qui se construisent pour abolir le capital.

Chers camarades, ***les élections européennes*** vont avoir lieu en juin prochain. Les questions internationales seront au cœur de la campagne électorale. Nous serons les seuls à porter une perspective respectant la souveraineté et l'indépendance des peuples, nous aurons beaucoup à expliquer, à argumenter. Le mécontentement existe en France mais également partout en Europe. La question de la perspective politique se pose partout de la même façon pour la classe ouvrière. Le capital utilise en l'absence de parti révolutionnaire suffisamment fort, les partis ouvertement racistes et fascistes pour préserver sa politique. En France, il n'est pas exclu que le capital utilise les mêmes armes pour s'en sortir.

Macron s'est emparé du thème de la paix parce que là aussi le silence, le vide politique laissée par les partis politiques sur ces questions lui en laissent l'occasion.

Les centrales syndicales ont depuis longtemps abandonné le sujet, engluées dans des organisations comme la Confédération Européenne des Syndicats ou la Confédération Internationale des Syndicats compromises avec le patronat européen et mondial, il est évident que les questions comme la paix sont reléguées au dernier plan.

Nous serons présents à ces élections pour donner notre opinion sur tous les sujets, nationaux et internationaux. Nous devons dès maintenant nous préparer à mener cette bataille, réunir nos adhérents et tous ceux qui nous soutiennent pour la mener ensemble, établir des calendriers de réunions, inviter largement.

Nos deux jours de congrès doivent nous permettre de débattre de la question essentielle de notre développement. Nous avons vu les obstacles mais aussi les possibilités de renforcement. La classe ouvrière, le peuple, ont besoin d'un parti comme le nôtre pour répondre aux questions qu'il se pose.

Encore une fois, le mécontentement est profond, les luttes nombreuses, le rejet de la politique et massif, la question de la perspective politique est à chaque fois posée.

Sachons y répondre. Faisons en sorte que notre parti se développe et se renforce.

Place au débat,

Vive notre Parti Révolutionnaire Communistes.